L'appel à l'aide des associations

Comme les autres secteurs d'activité, le tissu associatif du pays a été touché de plein fouet par la crise sanitaire liée au Covid-19. Et pour certaines organisations, l'heure est grave.

De notre journaliste
Guillaume Chassaing

Pour le moment, les associations sont les oubliées de la crise sanitaire liée au Covid-19», estime Anita Helpiquet, chargée de direction du CLAE. Entreprises, artisans, associations sportives... ont été soutenus ces dernières semaines par le gouvernement. Mais pour l'heure, pas les associations. «**Dès le début de la crise, nous avons eu beaucoup d'appels d'associations qui nous demandaient s'il y avait des dispositifs mis en place pour elles... On leur répondait que non**, confie l'une des chargées de direction du CLAE, qui organise notamment chaque année le festival des Migrations, des Cultures et de la Citoyenneté. **On a décidé de mener une enquête auprès des associations (NDLR : 125 ont été interrogées) pour connaître leurs difficultés. Et pour 90 % d'entre elles, la crise a eu des répercussions (*lire ci-dessous le détail de l'enquête*). C'est pourquoi nous demandons une aide exceptionnelle au gouvernement.**»

Et les difficultés rencontrées par certaines associations sont nombreuses. «**Nous accompagnons les primo-arrivants qu'ils soient de pays européens ou de pays tiers dans leurs premiers pas au Luxembourg**, explique Victoria Fuster de l'ASBL Manos Abiertas en activité depuis 2015 et dont tous les membres sont bénévoles. **Nous organisons deux fois par semaine des petits-déjeuners dans un local de l'église du Limpertsberg pour rencontrer les gens, les aider et leur trouver des solutions. Dès la mi-mars, nous avons dû arrêter à cause du Covid-19. Mais nous avons continué de travailler par téléphone, Skype, etc. pour répondre aux besoins. Ce n'est pas la même chose, car les gens que nous aidons ont besoin de contacts. Nous avons aussi dû annuler des événements qui nous auraient permis de gagner un peu d'argent. Aujourd'hui, c'est difficile, nous essayons de mobiliser notre réseau, mais c'est encore compliqué. On verra en septembre...**»

De son côté, l'ASBL Passerell – active dans la défense et l'exercice des droits des demandeurs, bénéficiaires et déboutés de droit d'asile et dans la création de lien social entre les demandeurs d'asile et les résidents – a fermé son bureau d'accueil dès le début de la crise. «**Nous avons une salariée à temps complet et une à temps partiel**, explique Catherine Warin, la présidente de l'association. **L'une a été mise en congé pour raisons familiales et nous avons pensé mettre la seconde en chômage partiel, mais notre activité ne s'est pas arrêtée. Nous n'avons pas cessé d'avoir des appels et on a aussi répondu à un besoin de pédagogie par rapport à la crise sanitaire. Par exemple, on a réalisé une vidéo expliquant les gestes barrières en tigrigna (langue des Érythréens), arabe, français et anglais. Mais nous avons dû annuler plusieurs événements et on devait participer à d'autres pour la promotion de notre livre (NDLR : *Réhumanisez-moi - 9 vies en suspens*) dont la vente doit nous aider à nous autofinancer. Certaines promesses de dons se sont aussi évaporées... L'effet de la crise est évident sur nos finances. Si nous ne sommes pas aidés, nous allons devoir nous séparer de l'une de nos salariées à l'automne et plusieurs de nos projets et réalisations risquent de tomber à l'eau dès cet hiver.**»

«Inquiets», «en danger»

Chez l'ASBL Passaparola, qui édite notamment un magazine pour diffuser la culture et la langue italiennes au Grand-Duché, même si «**nous avons dû annuler tous les événements, les présentations de livres et les conférences**», dixit Paola Cairo, «**nous ne sommes pas restés les mains dans les poches**». «**Nous sommes passés en digital et nous avons suivi la crise au quotidien pour donner les informations en langue italienne. On a beaucoup grandi pendant cette période**, explique-t-elle. **Mais nous avons subi beaucoup de pertes, notamment à cause du manque des rentrées publicitaires. À partir de septembre, notre magazine papier va ressortir et on espère que ceux qui nous ont suivis sur internet vont s'abonner. On aimerait prendre un peu d'air dans les prochains mois. Mais nous sommes inquiets.**»

L'inquiétude s'entend aussi dans la voix Roberto Lima. «**Nous devions organiser notre festival capverdien à Ettelbruck du 17 au 19 juillet et d'autres événements, on a dû tout annuler**, confie le président de l'ASBL Veteranos do Norte. **Pour respecter les mesures sanitaires et pour participer à la lutte contre le coronavirus, nous avons aussi fermé notre local dès la mi-mars. Mais on doit continuer de payer les loyers et nous n'y arrivons plus. Notre association n'a pas beaucoup de moyens, et aujourd'hui on n'en a plus. Nous sommes vraiment en danger. Comment peut-on faire pour éviter de fermer?**»

Photos : archives lq/didier sylvestre

De nombreuses associations subissent de plein fouet la crise sanitaire liée au Covid-19.

Le CLAE demande «la mise en place rapide d'une ligne budgétaire spécifique dédiée aux associations»

Fin mai, le CLAE a réalisé une enquête auprès de 125 associations par rapport à la crise sanitaire du Covid-19. Les résultats sont éloquents, d'où un appel à l'aide.

En tant que plateforme associative, le CLAE a souhaité mieux cerner les conséquences de la pandémie mondiale de Covid-19 sur le tissu associatif luxembourgeois. «**Ce sondage a été initié en comité de direction**, confie Anita Helpiquet, chargée direction du CLAE, **parce qu'on recevait beaucoup de coups de fil de membres d'associations qui nous demandaient de l'aide et des renseignements. C'est notre rôle de remonter les difficultés des associations de notre réseau.**»

L'enquête adressée à son réseau de la société civile a permis de rassembler les réponses de plus de 125 acteurs travaillant dans des domaines aussi divers que la citoyenneté, la culture, les droits de l'homme, l'environnement, la jeunesse, la santé, la jeunesse, l'éducation, etc.

Selon les résultats de l'enquête rendus publics fin mai, 90 % des interrogés estiment que la crise sanitaire a eu des répercussions sur leur association. Confinement oblige, nombre d'entre elles ont dû se résoudre à annuler un événement, l'ensemble des activités prévues ou encore un projet en cours. L'interruption de l'activité associative s'accompagne de conséquences au niveau financier, puisque plus de 55 % des sondés disent avoir des difficultés spécifiques notamment pour payer les charges fixes de l'association (les loyers, les frais de fonctionnement ou encore les charges salariales non couvertes par le chômage partiel). Il ressort que la baisse significative de recettes est avant tout liée à l'absence d'activité qui équivaut pour beaucoup d'associations à une complète absence de rentrée d'argent. Mais certaines associations constatent aussi une diminution du nombre de dons, tandis que le sponsoring devient de plus en plus difficile. Quelques associations craignent de leur côté que la suspension de leurs activités n'entraînent des répercussions en termes de financement public d'autant plus que la relation avec les différents ministères est rendue plus difficile. Près de 25 % estiment que ces difficultés remettent en cause leur existence même.

«Les associations de taille moyenne en danger»

«**On constate que les associations de taille moyenne ou intermédiaire connaissent des difficultés bien réelles**, note Anita Helpiquet. **Beaucoup ont continué d'être actives pendant la période pour soutenir leurs bénéficiaires, mais elles ont eu moins de dons, de sponsoring parce que leurs événements et projets ont été annulés pendant la période... Résultat, leur survie est en danger.**»

«Si des solutions essaient d'être trouvées en interne, voire en réseau, un soutien exceptionnel des pouvoirs publics s'avère nécessaire, non seulement pour pallier les incertitudes financières, mais également en signe de reconnaissance de l'importance des valeurs de solidarité portées par le monde associatif dans une société en bouleversement», estime le CLAE. C'est pourquoi l'association reconnue d'utilité publique «demande au gouvernement la mise en place rapide d'une ligne budgétaire spécifique dédiée aux associations. D'autres mesures pourraient également être envisagées, comme le remboursement des frais engagés en amont des actions subsidiées qui ont dû être annulées, le report des activités subventionnées ou encore l'adaptation des financements en vue d'accompagner l'évolution des politiques rendues nécessaires par la crise sanitaire».

Une réponse du gouvernement attendue

Le CLAE a envoyé une lettre pour demander «la mise en place d'une ligne budgétaire spécifique dédiée aux associations» en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19 et les résultats de son sondage effectué auprès de 125 associations au Premier ministre, Xavier Bettel.

Par ailleurs, Paul Galles a, le 29 mai dernier, posé une question intitulée «impact du Covid-19 sur les associations luxembourgeoises» à la ministre de la Famille et de l'Intégration, Corinne Cahen. Le député CSV reprenait le résultat phare de l'enquête du CLAE à savoir que «la pandémie mondiale de Covid-19 a eu des répercussions sur 90 % des associations, qui ont souvent dû se résoudre à réduire ou interrompre leur activité» avant de poser les deux questions suivantes : «Le gouvernement envisage-t-il la mise en place d'une ligne budgétaire spécifique dédiée aux associations? Dans l'affirmative, quelles mesures financières précises sont prévues pour aider le secteur des associations luxembourgeoises?». Les réponses sont attendues.